

## **CAHIER DES CHARGES FONCTIONNEL ET TECHNIQUE**

**2026-PA-01**

**MARCHE DE MEDECINE DU TRAVAIL ET DE PREVENTION AU PROFIT DES AGENTS  
DE FRANCE TRAVAIL SERVICES**

France Travail services,  
Marché de médecine du travail et de prévention, CCFT,

# **Sommaire**

<b>1</b>	<b>CONTEXTE .....</b>	<b>3</b>
1.1	Présentation de France Travail .....	3
1.2.	Contexte du marché.....	4
<b>2</b>	<b>OBJET DU MARCHE .....</b>	<b>4</b>
<b>3</b>	<b>PERIMETTRE DU MARCHE.....</b>	<b>5</b>
3.1	Périmètre géographique .....	5
3.2	Effectifs et volumétrie des visites .....	5
<b>4</b>	<b>DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES PRESTATIONS ATTENDUES.....</b>	<b>5</b>
4.1	Objectif des prestations .....	5
4.2	Caractéristiques techniques / modalités d'exécution des prestations.....	6
4.2.1	Pré requis.....	6
4.2.2	Contenu de la prestation .....	6
4.2.3	Prestations spécifiques .....	9
4.2.4	Durée et modalités d'exécution des prestations .....	9
4.2.5	Continuité de service .....	10
4.2.6	Echanges entre le Titulaire et France Travail.....	10
4.2.7	Moyens et compétences nécessaires.....	10
4.2.7.1	Lieu de réalisation des visites et Matériel .....	10
4.2.7.2	Modification du lieu d'exécution des prestations .....	11
4.2.7.3	Equipe médicale .....	11
4.3	Attentes particulières vis-à-vis du Titulaire .....	12
4.3.1	Devoir de conseil.....	12
4.3.2	Devoir d'information.....	12
4.3.3	Cadre d'exercice du médecin .....	12
4.3.4	Traitement des données à caractère personnel .....	12
<b>5</b>	<b>MODALITES DE PILOTAGE ET DE SUIVI DU MARCHE.....</b>	<b>14</b>
5.1	Interlocuteurs du Titulaire auprès de France Travail .....	14
5.2	Interlocuteurs de France Travail auprès du Titulaire .....	14
5.3	Instances de pilotage et de suivi.....	14
5.4	Éléments de reporting .....	15
<b>6</b>	<b>OPERATIONS DE CONTROLE DE L'EXÉCUTION ET DE LA QUALITE DES PRESTATIONS .....</b>	<b>15</b>
6.1	Contrôles à la charge du Titulaire.....	15
6.2	Contrôles réalisés par France Travail.....	16
Annexe 1	: Récapitulatif des prestations pour les agents publics et privés	

# 1 CONTEXTE

## 1.1 PRESENTATION DE FRANCE TRAVAIL

France Travail services est un établissement de France Travail, Institution Nationale Publique.

Dans le cadre de sa mission de service public, France Travail a pour mission d'accueillir, d'informer, d'orienter et d'accompagner les personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel et de veiller à la continuité de leur parcours d'insertion sociale et professionnelle. Il prescrit toutes les actions utiles pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité. Il favorise leur reclassement, leur promotion professionnelle, ainsi que leur mobilité géographique et professionnelle. France Travail aide et conseille les entreprises dans leurs recrutements, prospecte le marché du travail et a également pour mission de développer une expertise sur l'évolution des emplois et qualifications.

France Travail est composé de 18 directions régionales et de 3 autres établissements dont France Travail services.

France Travail services intervient en complémentarité des régions de France Travail en centralisant certaines activités afin de maintenir un socle de compétences solide pour garantir une continuité de service et en prenant en charge de nouvelles activités pour minimiser leurs impacts sur le réseau.

Les principales missions de France Travail services sont :

### ➤ **Indemnisation de demandeurs d'emploi**

France Travail services instruit les dossiers et assure le versement des allocations chômage de certaines catégories de demandeurs d'emploi.

- Les mandataires sociaux,
- Les salariés du spectacle,
- Les expatriés et la mobilité européenne,
- Demandeurs d'emploi de 60 ans et plus.

### ➤ **Recouvrement de cotisations et contributions**

France Travail services assure l'affiliation et le recouvrement des cotisations et contributions d'assurance chômage :

- Des employeurs dont l'activité principale est le spectacle pour l'embauche de salariés relevant du régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle,
- Des employeurs non professionnels du spectacle pour l'embauche de salariés relevant du régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle
- Des entreprises employant du personnel à l'étranger, et des affiliés à titre individuel en dehors de l'Union Européenne,
- Dans le cadre du contrat de sécurisation professionnelle (CSP)

### ➤ **La gestion de dispositifs spécifiques**

### ➤ **Gestion de certaines mesures en faveur de l'emploi.**

- Gestion de l'indemnisation des anciens collaborateurs du secteur public à la demande de l'ex-employeur,
- Gestion de l'indemnisation de certains salariés ayant exercé des métiers pénibles, dispositifs CATS / AER C.
- **Les études préalables des mandataires sociaux**  
A la demande des employeurs, France Travail services détermine si leur mandataire est susceptible de bénéficier de l'assurance chômage.

## 1.2. CONTEXTE DU MARCHE

Le personnel de France Travail services se compose d'une part, d'agents statutaires (statut de 2003) pour lesquels le suivi médical relève de la médecine de prévention en application du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique et, d'autre part, des salariés de droit privé, relevant de la médecine du travail selon les règles de la quatrième partie, livre sixième, titre II du code du travail. Ces salariés sont répartis sur deux sites l'un à Colombes (92700) et le second à Paris 15<sup>e</sup>, décrits à l'article 3.1 du présent CCFT.

L'article 11 du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 prévoit que la médecine de prévention puisse être assurée par un service de santé au travail régi par le titre II du livre sixième de la quatrième partie du code du travail avec lequel l'administration ou l'établissement public passe une convention.

Par ailleurs, en application de l'annexe II B de la directive 2004/18/CE, les services de santé au travail pour les agents de France Travail doivent faire l'objet de mesures de publicité et d'une mise en concurrence.

Dans ce contexte, compte tenu du fait que les agents sont exposés aux mêmes risques pour la santé et la sécurité au travail indépendamment de leur statut (public ou privé) ou du lieu d'exécution de leurs missions, ce marché vise également à harmoniser le plus possible les règles de suivi des agents.

Ainsi, il apparaît peu pertinent d'allotir le marché ni par le statut des agents ni géographiquement.

## 2 OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de médecine du travail et de prévention pour les agents publics et privés de France Travail services.

### 3 PERIMETTRE DU MARCHE

#### 3.1 PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

Le marché concerne les agents de France Travail services basés en Ile-de-France et répartis sur deux sites :

- Colombes (92) – Immeuble Perspectives – 1-9 rue du Débarcadère 92700 Colombes
- Croix Nivert (Paris 75015) - 202 rue Croix-Nivert 75015 Paris

#### 3.2 EFFECTIFS ET VOLUMETRIE DES VISITES

L'établissement France Travail services compte 480 salariés en Ile de France répartis comme suit :

- Pour le site de Colombes : 392 agents dont 1 agent de droit public et 72 agents ayant une reconnaissance de qualité de travailleur handicapé ;
- Pour le site de Croix-Nivert : 88 agents dont 5 agents ayant une reconnaissance de qualité de travailleur handicapé

La volumétrie des visites basées sur les 2 dernières années est répartie comme suit :

	2023		2024	
	Colombes	Croix-Nivert	Colombes	Croix-Nivert
Visites périodiques	17	11	72	4
Visites à la demande	115	12	175	18
Visites de reprise	19	4	28	5

Ces volumes sont donnés à titre indicatif et n'engage en aucun cas France Travail services.

### 4 DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES PRESTATIONS ATTENDUES

#### 4.1 OBJECTIF DES PRESTATIONS

L'objectif de la prestation est d'éviter toute altération de la santé physique et mentale des travailleurs du fait de leur travail, avec un but exclusivement préventif.

A cet effet, les attentes sont :

- Le respect du cadre légal et réglementaire mentionné dans le présent CCFT,
- Un rôle d'appui et de conseil auprès des agents, de la direction et des représentants du personnel, notamment sur l'amélioration des conditions de vie et de travail, l'adaptation des postes et la protection des agents contre l'ensemble des risques d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ou à caractère professionnel,
- Une importance forte du travail en pluridisciplinarité au sein du service de santé au travail,
- Des actions équilibrées entre les visites médicales, l'action en milieu de travail (tiers-temps) et les actions de prévention en vue de réduire les risques professionnels.
- Autant de fois que nécessaires, communication et échange de toute information utile à la prévention collective dans le respect du secret médical partagé.

## **4.2 CARACTERISTIQUES TECHNIQUES / MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **4.2.1 Pré requis**

Le Titulaire doit être agréé par la DRIETS (Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités).

### **4.2.2 Contenu de la prestation**

La prestation est essentiellement cadrée par la quatrième partie, livre sixième, titre II du code du travail pour les agents privés, et par le décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié pour les agents publics.

En application de ces textes, la prestation se décompose en trois types d'actions :

- les examens médicaux
- les actions sur le milieu de travail
- les préconisations individuelles et collectives

#### **A. Les examens médicaux**

La médecine du travail a pour rôle de prévenir toute altération de la santé des agents dans leur travail ou du fait de leur travail.

Le Décret n°2016-1908 du 27 décembre 2016 relatif à la modernisation de la médecine du travail a modifié les modalités de suivi individuel de l'état de santé du travailleur.

Le professionnel de santé délivre une attestation de suivi au travailleur et à l'employeur à l'issue de toute visite d'information et de prévention.

Le médecin du travail est seul habilité à constater une inaptitude médicale selon les conditions définies réglementairement. Pour les agents de droit public, le médecin de prévention doit se mettre en relation avec les médecins agréés et les comités médicaux pour les questions relatives à l'aptitude.

Les différents examens médicaux comportent :

- *Les visites d'embauche, qui ne concernent que des agents de droit privé. Ces examens se tiennent, autant que de possible, avant l'expiration de la période d'essai et avant l'embauche pour les personnes soumises à une surveillance médicale renforcée.*
- *une visite d'information et de prévention tous les 5 ans, ou tous les 3 ans pour les travailleurs avec une reconnaissance "travailleur handicapé" ou les personnes qui ont une invalidité*
- *En cas d'absence de plus de 30 jours une visite de pré-reprise à l'initiative du médecin traitant, du médecin conseil ou du salarié est possible*
- *une visite de reprise après congé de maternité, absence pour maladie professionnelle, absence d'au moins 30 jours pour accident du travail, absence d'au moins 60 jours pour accident ou maladie d'origine non-professionnels*
- *une visite occasionnelle sur demande du salarié, de l'employeur ou du médecin du travail pour tout problème en rapport avec le travail*
- *une visite de mi-carrière (qui doit avoir lieu dans la 45e année du salarié et/ou avec la possibilité d'anticiper et d'organiser cet examen médical conjointement avec une autre visite médicale lorsque le travailleur doit être examiné par le médecin du travail deux ans avant l'échéance ; nouvel article L4624-2-2 du code du travail)*
- *une visite médicale de fin de carrière / avant le départ en retraite pour tout agent bénéficiant du dispositif de suivi individuel renforcé*
- *les visites à la demande : une visite médicale peut être demandée à tout moment par un agent ou par l'employeur.*

Pour les agents de droit public, la visite périodique a lieu à minima tous les 5 ans sauf pour les agents en surveillance médicale renforcée où la visite a lieu tous les ans.

Les visites font l'objet d'une remise d'une fiche de visite par le médecin de prévention à l'agent qui la remettra au service Ressources Humaines.

## **B. Les actions sur le milieu de travail**

France Travail accorde une importance particulière aux actions de prévention. Au moins un tiers du temps dédié à l'exécution de la prestation doit être consacré à ces actions sur le milieu de travail comportant principalement :

- Les visites des lieux de travail, à l'initiative du médecin ou à la demande de France Travail ou du CSE / CSSCT,
- Des études de postes,
- La réalisation de mesures métrologiques ou de prélèvements,
- La participation aux études et enquêtes épidémiologiques,
- La participation à des actions de sensibilisation ou de formation (travail sur écran, arrêt du tabac etc...)

- La participation aux réunions d'informations et d'échanges de médecins organisées par France Travail,
- Des temps de coordination entre médecins du travail et de prévention intervenant pour France Travail et le cas échéant (si un point à l'ordre du jour concerne spécifiquement les agents qu'il suit) la participation aux CSE / CSSCT et autre cellule de suivi des RPS le cas-échéant,
- L'identification et l'analyse des risques professionnels.

Ces actions sont menées par l'équipe pluridisciplinaire de santé au travail, sous la conduite du médecin du travail ou de prévention.

Sur la base des données recueillies entre les examens médicaux et les actions sur le lieu de travail, l'équipe pluridisciplinaire établit et remet à France Travail la fiche d'entreprise sur laquelle figurent les risques professionnels et les effectifs d'agents qui y sont exposés. Cette fiche d'entreprise est établie au cours de la première année d'exécution de la prestation et fait l'objet d'une révision annuelle au regard des informations sur les risques professionnels issues des constats de l'équipe pluridisciplinaire.

Le médecin du travail ou de prévention communique à France Travail les rapports et les résultats des études menées par lui ou, dans les services de santé au travail interentreprises, l'équipe pluridisciplinaire, dans le cadre de son action en milieu de travail. Ces rapports et résultats d'enquête sont communiqués à France Travail sous un délai de deux semaines à partir de la réalisation de la visite ou de l'étude.

Concernant les mesures métrologiques autres que portant sur le bruit ou concernant les prélèvements, compte tenu des délais liés à l'analyse en laboratoire, le rapport est communiqué sous un délai d'un mois.

Les visites ou études réalisées à la demande de France Travail ou du CSE / CSSCT sont réalisées sous un délai d'un mois à partir de la demande.

### **C. Préconisations individuelles et collectives**

Le médecin du travail et le médecin de prévention peuvent émettre par écrit, via la fiche d'aptitude ou la fiche de visite, toute recommandation individuelle, motivée, circonscrite et limitée dans le temps, destinée à préserver l'état de santé des agents.

Le médecin du travail et le médecin de prévention peuvent également formuler par écrit motivé et circonscrit toute recommandation collective correspondant à un risque pour la santé des travailleurs qu'il aura constatés.

Afin de faciliter leur mise en œuvre, ces différentes recommandations sont le plus précises et spécifiques possibles. L'employeur se réserve le droit de demander des informations complémentaires sur les conditions de mises en œuvre de ces recommandations.

Par ailleurs, le cas échéant, le médecin du travail et le médecin de prévention peuvent prescrire des examens complémentaires nécessaires :

1° A la détermination de l'aptitude médicale du salarié au poste de travail, notamment au dépistage des affections comportant une contre-indication à ce poste de travail ;



2° Au dépistage d'une maladie professionnelle ou à caractère professionnel susceptible de résulter de l'activité professionnelle du salarié ;

3° Au dépistage des maladies dangereuses pour l'entourage du salarié.

Ces examens complémentaires sont inclus dans le forfait.

Dans le cadre de la réintégration des agents après une longue absence, le médecin du travail et de prévention peut être invité à participer aux réunions d'accompagnement à la reprise d'activité ou de maintien dans l'emploi selon les modalités définies.

#### **4.2.3 Prestations spécifiques**

Les médecins titulaires du marché ont par ailleurs une partie supplémentaire de leur temps dédiée à certaines activités :

- la participation au CSE / CSSCT le cas-échéant,
- le cas échéant, la participation aux réunions de prévention des risques psychosociaux (telles que la cellule de suivi des RPS) aux réunions d'accompagnement à la réintégration ou à la commission pluridisciplinaire santé et sécurité au travail,
- Conformément à l'article D. 4622-54 du code du travail, sont transmises les données d'activités propres à France Travail services pour présentation au comité social et économique avant le 31 mars de chaque année, sous réserves que les données ne permettent pas l'identification d'une personne physique.

Les médecins se doivent d'échanger et de communiquer toute information utile à la prévention collective dans le respect du secret médical partagé.

#### **4.2.4 Durée et modalités d'exécution des prestations**

Les différents examens auront la durée estimée utile par le médecin du travail ou le médecin de prévention au regard de l'état de santé de l'agent. Ils se tiennent sur les jours ouvrés, hors journées d'absence de l'agent.

Le Titulaire propose deux mois à l'avance un calendrier de dates de visites médicales aux responsables du site France Travail concernés par son action.

Le ou la responsable du site France Travail concerné devra confirmer aux services administratifs du Titulaire du marché dans un délai de 8 jours calendaires, les réponses (négatives ou positives) qui auront été données aux propositions de rendez-vous et en fera rapport au service de la direction des ressources humaines de France Travail services chargé du suivi de la santé au travail.

Une quotité de temps d'au moins un tiers du temps du médecin alloué à France Travail sera dédiée aux actions en milieu de travail. Ce tiers-temps correspond à au moins cent cinquante demi-journées de travail effectif chaque année, pour un médecin à plein temps et est calculé proportionnellement au nombre d'agents suivis par le médecin du travail ou de prévention. A ce titre, il est demandé au médecin référent un temps consacré aux réunions mentionnées au paragraphe 4.2.3.

#### **4.2.5 Continuité de service**

Le titulaire est garant de la continuité de la prestation, il présente dans le cadre de réponse les modalités pour assurer cette continuité en cas d'absence temporaire ou définitive.

Par ailleurs, en cas d'absence du médecin du travail ou du médecin de prévention pour une durée supérieure à un mois, le Titulaire informe par écrit au service RH de France Travail, dans un délai de 48 heures après avoir eu connaissance et présente les modalités d'organisation prises pour pallier cette absence

#### **4.2.6 Echanges entre le Titulaire et France Travail**

Le service Ressources Humaines transmet au Titulaire

- les informations relatives aux accidents de travail et aux maladies professionnelles ou à caractère professionnel,
- les fiches de données de sécurité des produits utilisés,
- les résultats de toutes les mesures ou analyses réalisées dans le domaine de la sécurité et de la santé au travail.

Enfin, le service Ressources Humaines est en lien avec le Titulaire pour tout ce qui concerne les différents examens médicaux. Et il envoie les listes des agents pour la mise à jour annuelle, au cours de la 1<sup>ère</sup> quinzaine de janvier de l'année N.

Le Titulaire transmet au service Ressources Humaines

- les préconisations collectives, la fiche entreprise,
- Les données d'activités, conformément à l'article 4.2.3 du présent CCFT

#### **4.2.7 Moyens et compétences nécessaires**

##### **4.2.7.1 Lieu de réalisation des visites et Matériel**

Conformément à l'arrêté du 12 janvier 1984 paru au J.O du 21 janvier 1984, les différents examens se déroulent :

- Pour les salariés des sites de Colombes :
  - Soit dans les locaux mis à disposition par France Travail services au 1 rue du Débarcadère 92700 Colombes avec matériel et consommables fournis par France Travail. Ce local, d'une superficie globale de 23,60 m<sup>2</sup>, est doté d'un bureau, d'une table d'examen, d'un point d'eau, d'une station d'accueil informatique (bloc de connexion, écran, clavier et souris).
  - Soit dans les locaux de la médecine du travail si ces locaux sont situés à une distance raisonnable et accessible en transport en commun. Le lieu et les modalités d'accès sont décrits dans le cadre de réponse.

Le lieu d'exécution des prestations sera déterminé lors de la réunion de lancement par le titulaire et France Travail.

- Pour les salariés de l'agence Croix Nivert dans les locaux du Titulaire décrits dans le cadre de réponse. Ces locaux doivent être situés à une distance raisonnable et accessible en transport en commun.

Le titulaire doit être doté, à la date de notification du marché, d'une solution informatisée permettant le suivi de la gestion administrative des prestations (gestion de la base de données des salariés, suivi des visites et des convocations, traçabilité des rendez-vous, édition des données d'activité, des fiches d'aptitudes et des fiches d'entreprise, etc...).

#### **4.2.7.2 Modification du lieu d'exécution des prestations**

En cas de modification du lieu d'exécution des prestations, en cours d'exécution du marché, un délai de prévenance d'un mois avant la date effective de la modification est à respecter.

- Par France Travail :

Si France Travail est amené à reprendre le local mis à disposition pour l'exécution des prestations sur le site de Colombes, les prestations seront exécutées dans le centre d'examen proposé par le titulaire dans le cadre de réponse.

- Par le Titulaire :

Si le titulaire est amené à modifier les lieux d'exécution décrits dans le cadre de réponse, il propose un nouveau lieu d'exécution qui répond aux mêmes conditions que celles indiquées ci-dessus (en termes de distance et d'accessibilité en transport en commun).

#### **4.2.7.3 Equipe médicale**

Les médecins du travail et de prévention doivent remplir l'une des conditions suivantes, conformément à l'article R 4623-2 du code du travail :

- Etre qualifié en médecine du travail ;
- Avoir été autorisé, à titre exceptionnel, à poursuivre son exercice en tant que médecin du travail en application de l'article 28 de la loi n° 98-535 du 1er juillet 1998 ou de l'article 189 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale ;
- Etre Titulaire d'une capacité en médecine de santé au travail et de prévention des risques professionnels.

Le personnel infirmier est diplômé d'Etat ou avec l'autorisation d'exercer sans limitation dans les conditions prévues par le code de la santé publique, conformément à l'article R4623-29 du code du travail.

Les activités à France Travail sont essentiellement de type tertiaire et les risques sont plutôt liés aux facteurs d'ambiance, à l'ergonomie et aux risques psychosociaux. Aussi il est souhaité d'avoir, si possible, dans l'équipe pluridisciplinaire :

- un ergonome, en capacité de réaliser des visites et préconisations sur les bonnes pratiques en matière de prévention des TMS
- un psychologue du travail pour accompagner sur les situations complexes de posture professionnelle en lien à la fois avec la réception du public et/ou avec le traitement de demandes par téléphone
- un psychosociologue

### **4.3 ATTENTES PARTICULIERES VIS-A-VIS DU TITULAIRE**

#### **4.3.1 Devoir de conseil**

Il est attendu du Titulaire un devoir de conseil sur l'amélioration des conditions de vie et de travail, l'adaptation des postes et la protection des agents contre l'ensemble des risques d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ou à caractère professionnel.

#### **4.3.2 Devoir d'information**

Le Titulaire s'engage à informer ses interlocuteurs de France Travail de toute modification de la réglementation, de la norme en vigueur, de son processus de production, notamment relative à la réalisation des examens périodiques et à l'action de l'équipe pluridisciplinaire, et de toute absence d'un médecin du travail ou de prévention.

Le médecin du travail avertit l'employeur, qui informe les travailleurs concernés ainsi que le CSE / CSSCT, des risques éventuels et des moyens de protection dont il doit être fait usage.

Pour des raisons d'organisation, le Titulaire informe le responsable de site en cas d'intervention / déplacement sur un site.

#### **4.3.3 Cadre d'exercice du médecin**

La médecine de prévention et la médecine du travail ne sont pas une médecine de soins. Leur rôle est de prévenir toute altération de la santé des agents.

Le médecin qui assure la médecine de prévention est techniquement indépendant, conformément au code de déontologie médicale et aux textes légaux et réglementaires relatifs à la médecine du travail et à la médecine de prévention.

Le médecin de prévention est soumis au secret professionnel conformément au code pénal et au code de déontologie médicale.

#### **4.3.4 Traitement des données à caractère personnel**

Le traitement des données personnelles des patients visités par le médecin doit se faire conformément à la législation et la réglementation en vigueur, dans des conditions garantissant

leur protection contre toute atteinte ou tout accès non autorisés, et dans le respect du secret médical ou professionnel.

Le consentement de la personne n'est pas requis lorsque le traitement des données de santé est « nécessaire aux fins de la médecine préventive ou de la médecine du travail, de l'appréciation de la capacité de travail du travailleur, de diagnostics médicaux, de la prise en charge sanitaire ou sociale, ou de la gestion des systèmes et des services de soins de santé ou de protection sociale sur la base du droit de l'Union, du droit d'un État membre ou en vertu d'un contrat conclu avec un professionnel de la santé [...] soumis à une obligation de secret professionnel conformément au droit de l'Union, au droit d'un État membre ou aux règles arrêtées par les organismes nationaux compétents, ou sous sa responsabilité, ou par une autre personne également soumise à une obligation de secret conformément au droit de l'Union ou au droit d'un État membre ou aux règles arrêtées par les organismes nationaux compétents. » (Article 9 (2) (h) et (3) du RGPD).

En revanche, l'agent concerné peut exercer un droit d'opposition « pour des raisons tenant à sa situation particulière », conformément à l'article 21 du RGPD, ainsi qu'un droit de ne pas faire l'objet de décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, conformément à l'article 22 du RGPD.

Lorsqu'un consentement est nécessaire pour la mise en œuvre d'un traitement, le titulaire procède à l'information de l'agent concerné et lui demande son consentement.

Les données personnelles des agents de France Travail services peuvent être utilisées à des fins de :

1. Conduire les actions de santé au travail, dans le but de préserver la santé physique et mentale des travailleurs tout au long de leur parcours professionnel ;
2. Conseiller les employeurs, les travailleurs et leurs représentants sur les dispositions et mesures nécessaires afin d'éviter ou de diminuer les risques professionnels, d'améliorer les conditions de travail, de prévenir la consommation d'alcool et de drogue sur le lieu de travail, de prévenir le harcèlement sexuel ou moral, de prévenir ou de réduire les effets de l'exposition aux facteurs de risques professionnels mentionnés à l'article L.4161-1 et la désinsertion professionnelle et de contribuer au maintien dans l'emploi des travailleurs ;
3. Assurer la surveillance de l'état de santé des travailleurs en fonction des risques concernant leur santé au travail et leur sécurité et celle des tiers, des effets de l'exposition aux facteurs de risques professionnels mentionnés à l'article L. 4161-1 et de leur âge ;
4. Participer au suivi et contribuer à la traçabilité des expositions professionnelles et à la veille sanitaire.

Les données personnelles des agents de France Travail ne doivent être collectées et utilisées que dans le cas où elles sont nécessaires à l'activité du Titulaire dans le cadre du présent marché.

La sécurité des données doit également être assurée par la mise en place de mesures de protection des systèmes d'information, adaptées à la nature des données traitées.

Conformément au règlement européen n°2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données (RGPD), et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, telle que modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018, les agents de France Travail disposent de différents droits, à savoir :

- droit d'accès aux données personnelles traitées par le titulaire, les concernant ;
- droit de demander l'effacement des données personnelles conservées par le titulaire, les concernant, sauf dérogation légale au droit d'effacement ;
- droit de faire rectifier les données personnelles inexactes les concernant et/ou de faire compléter les données personnelles incomplètes ;
- droit de demander la limitation du traitement des données personnelles les concernant à ce qui est strictement nécessaire ;
- droit à la portabilité des données personnelles dans un format standard accessible à l'agent concerné ou à un tiers désigné par lui ;

## 5 MODALITES DE PILOTAGE ET DE SUIVI DU MARCHE

### 5.1 INTERLOCUTEURS DU TITULAIRE AUPRES DE FRANCE TRAVAIL

Le Titulaire désigne dans sa proposition technique un représentant qui est l'interlocuteur privilégié de France Travail pour l'ensemble des questions contractuelles ; celui-ci a autorité pour régler toute difficulté liée à l'exécution des prestations. Il représente le Titulaire dans toutes les réunions où celui-ci est convié dans le cadre de l'exécution du marché et du contrôle des prestations. Il est en lien avec l'acheteur qui assure le suivi de l'exécution contractuelle du marché au Pôle Achats, Contrats et Marchés.

Le Titulaire met également à disposition de France Travail une équipe dédiée pour traiter des questions liées à la gestion opérationnelle des prestations. La description du rôle de l'équipe est à détailler dans le cadre de réponse technique.

### 5.2 INTERLOCUTEURS DE FRANCE TRAVAIL AUPRES DU TITULAIRE

Les interlocuteurs du Titulaire au sein de France Travail sont :

- La Direction des Ressources Humaines pour ce qui concerne l'exécution technique et l'organisation de la prestation ;
- le Pôle achats, contrats et marchés en charge du suivi de l'exécution contractuelle du marché, et le contrôle de la conformité technique des prestations.

Les noms et coordonnées des interlocuteurs seront transmis par France Travail au Titulaire à la notification du marché.

### 5.3 INSTANCES DE PILOTAGE ET DE SUIVI

– Une **réunion de lancement** du marché réunissant les représentants du Titulaire et les interlocuteurs de France Travail, cités à l'article 5.2 ci-dessus, est organisée par France Travail après la notification du marché.

Cette réunion a pour objectif de fixer le calendrier de mise en place du dispositif, les modalités opérationnelles d'exécution des prestations et leur calendrier prévisionnel. Lors de la réunion de lancement, le représentant du Titulaire doit être accompagné des personnes ayant la connaissance technique / chargés de l'exécution opérationnelle des prestations. Cette réunion de lancement a lieu dans les 15 jours ouvrés suivant la notification du marché.

La réunion de lancement peut être suivie si besoin d'une réunion technique visant à définir les modalités opérationnelles de réalisation des prestations.

- Une réunion post lancement à environ 2 mois du démarrage des prestations
- Une **réunion de bilan annuel** permet d'échanger sur l'exécution du marché et ses optimisations possibles, partager les points d'alerte sur les difficultés éventuellement rencontrées ;
- Dans le cadre de la réalisation des prestations attendues, des réunions peuvent être organisées ponctuellement soit à la demande de France Travail, soit à la demande du Titulaire ;

Les invitations aux réunions sont envoyées par mail. Les comptes-rendus des réunions sont établis par le Titulaire, transmis à France Travail dans les 2 jours ouvrés qui suivent les réunions, et validés par lui.

## **5.4 ÉLÉMENTS DE REPORTING**

Le Titulaire fournit à France Travail, annuellement les éléments suivants :

- le nombre et la liste des bénéficiaires d'examens médicaux, par type d'examen, avec un point de réalisation par rapport aux visites listées à l'article 4.2.2-A du présent CCFT,
- la liste des actions en milieu de travail réalisées et le pourcentage de temps dédié à la prestation que ces actions ont représenté
- une synthèse des préconisations collectives élaborées sur la période
- Une analyse fine et qualitative de l'activité annuelle (autre que le reporting outil)

Ces données sont transmises via une solution sécurisée décrite dans le cadre de réponse à l'interlocuteur désigné de France Travail dans les 20 jours calendaires au plus tard du mois qui suit la période de référence.

De même, avant le 31 mars de l'année suivante, le Titulaire transmet à France Travail les données d'activités prévues à l'article D. 4622-54 du code du travail.

## **6 OPERATIONS DE CONTROLE DE L'EXÉCUTION ET DE LA QUALITE DES PRESTATIONS**

### **6.1 CONTROLES A LA CHARGE DU TITULAIRE**

Le Titulaire veille à ce que les normes de qualité mises en œuvre pour l'exécution des prestations attendues soient appliquées sans défaut jusqu'au terme de la prestation dont il est responsable.

Il effectue tous les contrôles de cohérence nécessaires à la bonne réalisation des prestations attendues. Il soumet à France Travail le détail des moyens mis en œuvre et lui fait connaître la procédure qualité activée.

Il est garant de la relecture et de la validation des documents relevant de l'article 4.2.2 du présent cahier des charges, avant transmission à France Travail.

En cas d'incident, le Titulaire fournit à France Travail les procédures ou actions correctives mises en œuvre.

## **6.2 CONTROLES REALISES PAR FRANCE TRAVAIL**

Afin de contrôler le respect des engagements contractuels, France Travail se réserve le droit de demander, en cours d'exécution du marché, toutes les informations qu'il jugerait utiles au suivi de l'exécution des prestations.

France Travail se réserve également la possibilité d'effectuer des contrôles de la qualité d'exécution des prestations, sur les lieux d'exécution du marché.

L'évaluation est réalisée par le Pôle achats-marchés sur la base des éléments et les avis des services utilisateurs / des bénéficiaires des prestations.

Cette évaluation a pour objectifs de :

- Apprécier la qualité de réponse du titulaire aux attentes de France Travail dans le cadre de l'exécution du marché ;

- Identifier, s'il y a lieu, les écarts découlant de l'application du cahier des charges. L'évaluation se fait sur la base d'une grille préétablie, identique pour tous les prestataires. L'évaluation porte sur les aspects suivants de la prestation délivrée :

  - Le respect des délais ;

  - La qualité technique des prestations et des productions ;

  - La gestion et la facturation.

Dans le cas où un premier niveau d'évaluation conduit à un écart entre les attentes de France Travail et les prestations délivrées, le titulaire est convié à un entretien visant à examiner avec lui l'origine des écarts et mettre en place avec lui des actions pour les réduire, ou envisager les dispositions nécessaires en cas de non atteinte répétée des résultats.



## Annexe 1 :

### Récapitulatif des prestations pour les agents publics et privés

	<b>Agent de droit privé (médecine du travail)</b>	<b>Agent de droit public (médecine de prévention)</b>
<b>Visite d'embauche</b>	Obligatoire à l'embauche ou au plus tard à l'expiration de la période d'essai.  Avant leur embauche pour les agents soumis à une surveillance médicale renforcée.	Sans objet (les nouveaux recrutements s'effectuant selon les règles de droit privé)
<b>Visite d'information et de prévention</b>	Dans les trois mois à compter de la prise effective de son poste pour chaque nouvel agent puis au maximum tous les cinq ans (pour la visite périodique), ou au maximum tous les trois ans si l'état de santé, l'âge, les risques professionnels ou les conditions de travail le nécessitent, notamment pour les agents reconnus travailleurs handicapés	Sans objet, les nouveaux recrutements s'effectuant selon les règles du droit privé.
<b>Visite médicale périodique</b>	Sans objet	Tous les 5 ans ou tous les ans pour les SMR.
<b>Visite à la demande et de suivi</b>	Une visite médicale peut être demandée spontanément, notamment par l'agent, l'employeur ou le médecin	Les agents qui le souhaitent peuvent bénéficier d'une visite médicale annuelle.
<b>Examens ou dispositifs médicaux spécifiques</b>	Examen médical de reprise obligatoire (lors de la reprise et au plus tard dans un délai de 8 jours) après  - après un congé de maternité  - après une absence pour cause de maladie professionnelle, après une absence d'au moins 30 jours pour cause d'accident du travail,  - après une absence d'au moins 60 jours pour cause de maladie ou d'accident non professionnel.	Un comité médical délibère, avec la possibilité de faire examiner l'agent par un médecin généraliste agréé :  pour la prolongation des congés de maladie au-delà de six mois consécutifs, pour l'octroi et le renouvellement des congés de longue maladie et de longue durée ou de grave maladie, pour la réintégration après douze mois consécutifs de congé de maladie ou à l'issue d'un congé de longue maladie ou de longue durée ou de grave maladie, pour l'aménagement des conditions de travail après congé ou disponibilité, pour la mise en disponibilité d'office pour raison de santé et son renouvellement, pour le reclassement dans un autre, emploi à la suite d'une modification de l'état physique de l'agent,

		Pour les demandes de mi-temps thérapeutique après congé maladie supérieur à 6 mois, congé de longue durée ou congé de longue maladie.
<b>Visite médicale de mi-carrière</b>	Dans la 45e année du salarié et/ou avec la possibilité d'anticiper et d'organiser cet examen médical conjointement avec une autre visite médicale lorsque le travailleur doit être examiné par le médecin du travail deux ans avant l'échéance.	Sans objet, aucun agent de droit public n'étant concerné et/ou ne pourra l'être.
<b>Visite médicale de fin de carrière / avant le départ en retraite</b>	Pour tout agent bénéficiant du dispositif de suivi individuel renforcé.	Non prévu par la réglementation.
<b>Examen de pré reprise</b>	Après un arrêt de travail de plus de 30 jours à la demande de l'agent, du médecin traitant, du médecin conseil de la CPAM.	Non prévu par la réglementation.
<b>Surveillance médicale renforcée</b>	Sans Objet	Visite médicale au moins une fois par an.  Publics concernés à France Travail services :  les femmes enceintes, les travailleurs handicapés, la réintégration après une longue absence.
<b>Avis médical et fiche de suivi</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Remise d'une fiche de suivi par le professionnel de santé</li> <li>- Echange avec l'agent et avec l'employeur, puis propositions écrites de mesures d'aménagement ou d'adaptation du poste de travail</li> </ul> Après avoir suivi une procédure spécifique, déclaration d'inaptitude au poste de travail-	Le médecin de prévention peut proposer des aménagements de poste de travail ou de conditions d'exercice des fonctions.  Il convient de distinguer médecin de prévention et médecin agréé :  - le médecin agréé vérifie l'aptitude à l'exercice d'un emploi public.  - le médecin de prévention vérifie la compatibilité de l'état de santé de l'agent avec les conditions de travail liées au poste occupé par l'agent.